

# INSTITUT POUR LA DEMOCRATIE ET LE LEADERSHIP POLITIQUE «IDLP»

---

---

## RAPPORT GENERAL DU SEMINAIRE-ATELIER SUR LES PARTIS CHRETIENS DEMOCRATES EN RDC

Sous le thème « *Les partis chrétiens démocrates en RDC: Etat des lieux et perspectives*», l'IDLP (Institut pour la Démocratie et le Leadership Politique) a organisé, du 9 au 11 septembre 2003, avec l'appui financier de la Fondation Konrad Adenauer, un séminaire- atelier de formation civique.

Il s'agit d'une activité pertinente qui vient à point nommé, au moment où le pays s'engage progressivement dans le processus issu des accords de Sun City et de Pretoria. A cet effet, l'IDLP a invité les animateurs des partis politiques chrétiens à « faire le point sur les itinéraires, les expériences et les perspectives d'avenir de leur action politique ».

Le séminaire a poursuivi les objectifs suivants :

- 1) Inventorier les partis politiques actifs chrétiens et en dégager les similitudes et les ressemblances doctrinales, organisationnelles et les stratégies de conquête du pouvoir ;
- 2) Promouvoir un esprit de collaboration et de solidarité entre les partis politiques chrétiens ;
- 3) Examiner l'efficacité des stratégies et des mécanismes de mobilisation et d'occupation de terrain ;
- 4) Inciter les animateurs des partis politiques chrétiens à dialoguer avec les autres partis politiques chrétiens qui structurent le mouvement chrétien démocrate mondial.

Pour ce faire, l'IDLP avait ciblé les partis politiques chrétiens, à savoir le Parti Démocrate Social Chrétien, la Démocratie Chrétienne, le Parti Chrétien Républicain et le Parti Libéral Démocrate Chrétien. Les représentants des Eglises, des ONG, des institutions publiques et de la presse ont été aussi mis à contribution.

### 1. De la cérémonie d'ouverture

La séance inaugurale s'est déroulée le mardi 9 septembre dans la matinée sous la modération du Professeur Makwala ma Mavambu ye Beda.

Deux allocutions ont été prononcées à cette occasion. Prenant la parole en premier lieu, le Président de l'IDLP, le Prof. TSHUNGU BAMESA, a particulièrement insisté sur la refondation de l'action politique d'obéissance chrétienne. Il a salué la présence des participants venus des provinces, traduction irréversible de l'unification progressive de la RDC.

Il a encore souhaité que le présent séminaire serve à « la recherche des convergences et non un lieu des récriminations entre partis politiques chrétiens ». Ceux-ci ont été encore invités « à opérer, tant sur le plan de la réflexion que de l'action, des choix judicieux ».

Avant de procéder à l'ouverture solennelle de séminaire, le Représentant Résident de la Fondation Konrad Adenauer a remercié les autorités politico-administratives, les présidents des partis chrétiens et tous ceux qui ont été désignés comme membres du Gouvernement, du Parlement et du Sénat en les incitant à « rendre dignes la morale chrétienne dans l'exercice de leur mandat ».

Il a salué l'initiative de l'IDLP qui « offre aux partis chrétiens un espace leur permettant de dialoguer librement et d'évaluer s'ils méritent bien le qualificatif de parti politique, de

parti démocrate et de parti chrétien ... »

Le Père Jésuite Minani Bihuzo, Représentant du Groupe Jérémie, permanent du Rodhecic et responsable du secteur animation du CEPAS, a eu l'insigne honneur de plancher sur le thème « L'engagement politique du chrétien : exigences morales et sociales ». Cette conférence inaugurale s'est articulée autour de deux points essentiels. Parlant de l'engagement au nom de la foi, il a d'emblée attiré l'attention sur les deux erreurs de méthode à éviter. Il s'agit du « monisme » et du « dualisme » observé aussi dans l'évolution historique de la R.D.C. Le Concile de Vatican II a été un tournant dans le changement qui s'en est suivi.

Pour lui, s'engager au nom de la foi ne doit pas mettre en péril la laïcité de l'action politique. La foi ne peut prétendre proposer un modèle, mais elle doit indiquer les valeurs à promouvoir et à respecter. Elle est la boussole qui donne l'impulsion pour transformer la société. C'est pourquoi il faut éviter de cléricaiser les réalités terrestres. Par ailleurs, la hiérarchie ne doit pas interférer dans la pratique politique des partis. Il ne s'agit nullement d'un désintéressement, mais d'une présence au monde qui permet de se prononcer sur les programmes, les choix, les carences et les réalisations des gouvernements et des partis. Ainsi, les rapports entre l'Eglise et l'Etat doivent dès lors être construits dans un dialogue, pour un travail commun de promotion de l'homme et du bien commun.

Abordant le second point relatif aux exigences éthique et sociale, il a retenu cinq critères susceptibles de guider l'engagement politique des chrétiens. Ce sont :

- l'engagement pour l'homme, créé à l'image de Dieu mais pas à considérer comme un objet ;
- la promotion des droits de la personne humaine : la violation des droits de l'homme constitue une forme de profanation ;
- la solidarité, car les hommes ne sont pas « un troupeau d'individus séparés et sans connexion » ;
- la subsidiarité, c'est-à-dire laisser aux échelons inférieurs le soin de régler ce qui les concerne sans intervenir par en haut. Autrement dit, un maximum de libertés en bas et un minimum de contrainte en haut ;
- le bien commun qui est foncièrement moral, lié à l'ordre absolu des valeurs fondé en Dieu.

En terminant sa brillante intervention, le conférencier a insisté sur le fait que le pluralisme demeure pour les chrétiens une expression normale de la liberté. A ce titre, un travail constant d'analyse des situations est nécessaire et l'engagement des chrétiens pour un monde meilleur est à renouveler sans cesse. Ce qui interdit aux chrétiens toute forme d'intégrisme et de cléricanisme dans l'engagement social. Ce qui exige encore le respect des autres idéologies et options politiques.

Le débat qui s'en est suivi à montrer l'intérêt de l'auditoire sur la clarification à faire entre l'engagement chrétien et la politique, entre la laïcité de la politique et l'engagement du Chrétien par sa foi, ainsi que sur l'incontournable notion de subsidiarité. Le Père Minani a expliqué les trois phases d'engagement politique du chrétien, à savoir le moment historique (constats, faits), le moment idéologique (justification, interprétation) et le moment de l'action (vérité).

## 2. De la séance d'orientation

Dans l'après-midi du 9 septembre, les participants ont suivi trois exposés d'orientation en rapport avec le thème « Les chrétiens et les partis politiques ». Le Professeur Jean-Marie Mutamba Makombo a fourni des indications sur « les partis chrétiens dans l'espace politique congolais ». L'orateur a expliqué l'absence des partis chrétiens, de 1957 à 1961, et leur prolifération à partir du 24 avril 1990. Si l'aversion envers les partis métropolitains motive cette absence au moment de l'indépendance, le désir de faire de marketing et de s'attirer les électeurs a été à la base de l'engagement des années 1990.

Le Professeur Mutamba a rappelé les bases sociologiques d'un parti chrétien. Il ne s'agit pas d'un parti religieux ou confessionnel. Le parti chrétien se réfère en permanence à la morale chrétienne et aux valeurs positives de la société admises par le christianisme. Aucun parti ne peut se targuer de représenter adéquatement à lui seul la politique chrétienne. Les partis chrétiens prônent la fraternité et l'altruisme, la tolérance, le dialogue et la non-violence.

Le conférencier a également insisté sur le programme d'action d'un parti politique, sur les qualités d'un responsable politique chrétien et sur les rapports entretenus par un parti chrétien avec son environnement. Il a terminé son propos en constatant qu'il n'y a pas encore de tradition ni de modèle pour les partis chrétiens en RDC. Ainsi les partis chrétiens seront jugés selon qu'ils auront promu ou aidé à promouvoir les valeurs chrétiennes en RDC.

Jetant un « Regard de l'Eglise Catholique Romaine sur les partis politiques chrétiens », M. l'Abbé Mpundu a d'emblée refusé de parler au nom de l'Eglise catholique pour n'en avoir pas reçu le mandat. Il s'est exprimé en son nom en tant que chrétien. Il s'est ensuite interrogé sur le label « chrétien » dont s'affuble les partis. Il s'est appuyé sur le fait que les premiers chrétiens ne s'étaient pas attribués cette étiquette et les disciples ne l'ont pas revendiquée. Le qualificatif « chrétien » ne garantit pas à un parti sa crédibilité.

Utilisant une verve pastorale, l'orateur s'est appesanti sur le projet de la société de Dieu qu'il oppose au système oppresseur des Rois de Canaan. Il s'agit d'une société égalitaire caractérisée notamment par la solidarité. La plus petite cellule avait une autonomie productive. Curieusement, l'examen des projets de société de la plupart des partis chrétiens dénote la persistance des principes qui incitent à l'injustice.

La deuxième caractéristique de la société de Dieu, c'est la décentralisation du pouvoir (ou le principe de subsidiarité). Il a pris l'exemple de Moïse et de son beau-père Jethro (Exode 18). Il a signalé qu'au cours de l'histoire, l'Eglise est passée de la décentralisation à la concentration du pouvoir. Tout en n'oubliant pas que la tentation du pouvoir corrompt la tête et la pensée. Pour lui, un parti politique chrétien doit être un parti prophétique.

Le troisième critère porte sur des lois qui défendent les intérêts du nouveau système égalitaire. Ce sont les Dix commandements qui forment la constitution de la société égalitaire. Ceci est contraire aux lois qui défendent les intérêts du roi.

Les deux dernières caractéristiques sont liées à la défense qui se fait par tout le pays uni et la socialisation du savoir opposée au monopole du savoir. La foi en un Dieu unique définit une société égalitaire. Dans le projet de Dieu, les prêtres sont sans terre.

L'Abbé Mpundu a interpellé les participants par une question fondamentale : En tant que parti politique dit chrétien, suis-je engagé pour la défense du projet de Dieu ? Il a conclu en invitant les auditeurs à vivre les valeurs de l'humanisme évangélique.

Quant au « Regard de l'ECC sur les partis politiques chrétiens », le professeur Masiala ma Solo, Président National du Ministère des Laïcs Protestants (MILAPRO), a eu le loisir de livrer le message au nom de Mgr Marini Bodho, son exposé s'est structuré en quatre points : une brève présentation de l'ECC. Le Regard critique de l'ECC sur la gestion du pays ; l'implication des partis réellement chrétiens dans la gestion du pays et la conclusion.

Concernant la gestion du pays, le porte-parole de l'ECC a relevé que certains dirigeants politiques chrétiens de la 11<sup>ème</sup> République ont contribué à la consolidation de la dictature et ont fait de la gestion calamiteuse une denrée quotidienne. Sans s'attarder sur le sombre tableau, l'orateur a soutenu que la gestion du pays doit être assurée par de véritables animateurs des partis réellement chrétiens. Pour l'ECC, deux pistes peuvent y conduire : Gouverner autrement ce pays et promouvoir un archétype de chrétien nouveau comme animateur et membre d'un parti dit chrétien.

### Gouverner autrement le pays

- suppose une analyse sans complaisance sur les causes profondes de l'échec de la RDC depuis plus de 40 ans ;
- revient à conjurer toutes les anti-valeurs à la base de la déchéance ;
- implique le respect de la primauté du droit à la vie de la population sur le droit à nos intérêts individuels ;
- nécessite l'amour du prochain ;
- équivaut à placer l'homme qu'il faut à la place qu'il faut ;
- recommande de lutter de façon implacable contre le népotisme, le clientélisme, le clanisme en favorisant davantage l'éclosion des valeurs éprouvées et la méritocratie.

Le Professeur Masiala a insisté sur les caractéristiques fondamentales de tout protestant (cfr Max Weber) que l'ECC voudrait trouver dans les partis politiques d'obédience chrétienne. Les trois critères sont la piété pour Dieu ; la charité pour autrui, l'amour de soi et d'autrui, l'amour de la patrie ; l'équité, la justice.

Il a terminé son intervention en rappelant la recommandation de l'ECC qui fonde beaucoup d'espoir sur les partis politiques d'obédience chrétienne pourvu que ce séminaire soit comme le temps de la Pentecôte, c'est-à-dire celui passé par les disciples après la mort de Jésus-Christ, le temps de renouveau. Que les chrétiens se mettent ensemble pour que la RDC soit sauvée. Que les partis chrétiens soient dirigés par des hommes qui craignent Dieu.

A l'issue de ces trois interventions, un échange intéressant a eu lieu. Des préoccupations ont porté sur les critères qui définissent un parti chrétien, sur le programme d'éducation politique du peuple par l'ECC, sur la différence entre le projet de la société de Dieu et le projet communiste, sur le rôle des chrétiens dans la gestion du pays, sur ce qu'il faut entendre par esprit socialiste et par esprit capitaliste, sur la dichotomie être valeurs chrétiennes et les valeurs républicaines (laïcité) et sur l'abolition de la peine de mort en RDC. Les conférences ont fixé les participants sur l'ensemble de ces préoccupations.

### 3. De l'écoute des partis politiques chrétiens

La matinée du 10 septembre a été consacrée aux itinéraires, expériences et perspectives de partis politiques chrétiens. Quatre interventions ont été soumises à l'appréciation de l'auditoire.

Le PDSC (Parti Démocrate Social Chrétien) a, par le canal du Président Boboliko Lokonga, exposé les valeurs fondamentales sur lesquelles il s'appuie. Le PDSC s'attache notamment à la véritable démocratie, c'est-à-dire celle qui fait la volonté du peuple, qui prône le dialogue pour le règlement des conflits ; s'élève contre la conquête du pouvoir par la force ; respecte les lois, la constitution. Le PDSC milite pour la conception chrétienne de l'homme, travaille pour que la société, l'Etat et l'économie soient au service de l'homme. Le PDSC préconise le pouvoir- service non le pouvoir — intérêt.

L'orateur a explicité l'itinéraire vertical qui va du mouvement pour atteindre la masse après avoir acquis les caractéristiques d'une organisation. C'est à partir de ce moment que la démocratie commence. Il ne s'est pas empêché de signaler que le PDSC a été financé par ses dirigeants à tous les échelons (bénévolat, sacrifice financier). Il en a appelé à la clarification du financement des partis politiques.

Evoquant les problèmes auxquels le PDSC est confronté, le président Boboliko a épinglé la confrontation permanente entre ces deux conceptions. Celle des cadres qui adhèrent par conviction (pouvoir — service) et celle de ceux qui adhèrent pour profiter du parti (pouvoir — intérêt). Ces discordances émergent souvent à la veille de la formation d'un gouvernement ou d'une mise en place. Un autre problème concerne la versatilité et le vagabondage des hommes politiques même chrétiens. Le troisième porte sur le débat de positionnement du parti au centre. Un dernier obstacle concerne des expressions comme « la politique de la chaise vide », « il faut évoluer, progresser ».

Comme résultats obtenus, il a cité la lutte menée et couronnée de succès ; l'adhésion à l'Internationale chrétienne ; l'option pour le fédéralisme, l'économie sociale du marché ; l'adoption de la prière lors des activités du parti ; l'introduction des chansons chrétiennes dans l'animation politique.

Contrairement au PSDC qui a une longue existence, le Parti Chrétien Républicain (PCR) est un parti très jeune créé dans la clandestinité en 1999. Et en introduisant sa communication, le Président KIAKWAMA kia Kiziki a noté trois défaillances qui affectent les partis chrétiens :

1. Le déficit idéologique : souvent on parle de ce que l'on ne maîtrise pas. Des concepts comme le personnalisme est parfois accepté par osmose.
2. Le peuple n'est pas politisé : les partis ne l'amènent pas à identifier les problèmes de la société et l'inciter à combattre. Il a donné deux exemples qu'aucun parti n'a relayé : la bataille menée par les vendeuses des wax super soso et la grève des taximen. Pourtant c'est à cela que l'on peut évaluer le rôle des partis politiques. Les partis politiques défendent des choses sans tenir compte de ce qui se passe sur le terrain. Ce déficit va plus loin dans la mesure où les partis politiques sont toujours en campagne (distribution des T-shirts, boissons). Il faut que le parti soit dans la tête des adhérents. Il faut attacher une importance capitale à l'idéologie pour éviter le vagabondage.
3. La distinction entre un parti d'un autre : C'est une erreur de se démobiliser quand on n'est pas dans les institutions. Bien au contraire, en tant que parti d'opposition, il faut être vigilant et évaluer ce qui se fait au Gouvernement. D'où l'intérêt à rassembler les partis politiques chrétiens car le combat n'est pas encore terminé.

En effet les problèmes de 1990 tout comme ceux de mai 1997 restent entiers. C'est pourquoi il faut dialoguer.

Le PCR opère, non en organisant de meeting ou de grande mobilisation, mais par l'établissement des noyaux informels pour la réflexion et leur transformation en cellules. Le Congrès intervient plus tard pour l'élection des responsables. Le PCR travaille pour la fidélisation de ses membres et il est implanté dans 19 communes sur les 24 de la Ville de Kinshasa.

Le PCR défend le principe de subsidiarité, c'est-à-dire le fédéralisme qui ne doit pas être opposé à l'unité. Il faut créer un pays véritable, non un pays fictif.

Le PCR constitue un parti ouvert au dialogue, prêt à la concertation, mais s'il faut se mettre ensemble, pourquoi faire ? Il faut faire au choix judicieux et avoir la volonté politique.

Le Secrétaire Exécutif National, M. José IKUA a fait l'exposé au nom de la Démocratie Chrétienne (DC), parti dirigé par M. DIOMI Ndongala et créé le 19 avril 1993. La démocratie Chrétienne a notamment comme objectifs l'instauration d'un Etat de droit, d'un régime fédéraliste et la culture chez le citoyen congolais du sens du devoir et du respect du bien commun.

Le programme de la Démocratie Chrétienne s'articule autour de l'homme. En fait, qui est cet homme ?

C'est :

- le cultivateur qui n'arrive pas à écouler sa récolte ;
- le petit creuseur de diamant qui profite très peu de la richesse qu'il manipule ;
- l'enfant incapable de s'acquitter de ses frais scolaires et se fait cireur avant d'aller à l'école ;
- la maman qui se réveille à 4h00 du matin et laisse ses enfants seuls.

Toutes les méthodes de gestion sont bonnes. Il faut que le gouvernant craigne Dieu. La DC forme un cadre d'expérimentation de la vie chrétienne. Elle est favorable pour la création d'un mouvement politique chrétien en RDC.

Le dernier intervenant, M. Pierre Matondo, Vice-Président chargé de l'implantation, a présenté le Parti Libéral Démocrate Chrétien (P.L.D.C.) dirigé par M. TSHIBANDA et créé le 30 septembre 1991. Son action est centrée sur l'homme. Il s'élève contre la dictature, la pensée unique et le collectivisme. Il fait de la subsidiarité son principale de base. Il voit la place de l'Etat se limiter à son rôle régalien et le PLDC ambitionne d'être présent aux prochaines élections.

Le débat qui a suivi ces interventions a permis d'apporter des éclaircissements notamment sur la vision du PDSC à propos de la promotion de la femme, sur la notion du fédéralisme, sur les divisions constatées parmi les partis chrétiens sur l'échec de l'opposition politique à Sun City, sur la notion de « droit » et « gauche », sur la politisation du peuple.

D'une manière générale, il a été rappelé que la séparation des partis est due aux contradictions entre pouvoir- service et pouvoir – intérêt. Le PDSC a reconnu que la promotion de la femme a connu quelques problèmes. Par ailleurs, le pays souffre d'un déficit d'analyse. Le fédéralisme forme une manière de gérer le pays. Il faut sécuriser la population et la rendre libre.

La manifestation d'une des valeurs chrétiennes, le pardon, a eu lieu au moment du débat. M. Nyemba a solennellement renoncé au combat qu'il a mené jusque-là contre certains membres du PDSC. Il a ainsi demandé pardon au Président Boboliko et à tous les membres du PDSC. Ce geste digne d'un chrétien a été salué par des applaudissements.

#### 4. De travaux en atelier

##### 4.1. De l'organisation des bureaux

L'après-midi du 10 septembre et la matinée du 11 septembre ont été consacrés aux travaux en atelier. Les participants ont été répartis en quatre groupes respectant l'équilibre et la représentativité des formations présentes.

L'Atelier n°1 a porté sur « *l'Organisation et /e projet de société des partis politiques chrétiens en RDC* ». Son bureau se composait de Mr Albert MBUYI Mualabala (PDSC, Président) et de Mme Marie-Jeanne LUHAKA (PCR, Rapporteur). Trente-trois membres ont pris part aux échanges.

Le deuxième atelier, axé sur « */es Stratégies et /es mécanismes de collaboration et de solidarité entre les partis politiques chrétiens* », a été dirigé par M. Aloïs NYEMBA (PCR, Président) et Jean MASASU (PDSC, Rapporteur). Vingt-deux délégués ont participé aux débats.

Le troisième groupe de 25 membres a planché sur « *l'Ethique des animateurs des partis politiques chrétiens* ». Le bureau était placé sous la direction de Mr François MOKILI Bitilasi (PDSC, Président) et de Mme Marcelline TAWEMBI Ndjeka (PLDC, Rapporteur).

L'atelier n°4, consacré aux « *partis politiques et aux attentes du peuple* », avait un bureau comprenant MM. Aimé KAKESE Vinalu (PLDC, Président) et Noël MUNGANGA Mukuba (DC, Rapporteur). Vingt-trois personnes ont contribué à ces réflexions.

#### 4.2. Des Considérations et recommandations

Considérant les similitudes existant dans l'organisation et le projet de société de différents partis politiques chrétiens ;

Attendu que ces formations présentaient plusieurs ressemblances traduites notamment dans leur caractère démocratique, les devises, la place accordée à l'homme, le choix du fédéralisme comme forme de l'Etat et du régime parlementaire bicaméral, ainsi que de l'économie sociale du marché ;

Etant donné la présence sur la scène politique congolaise des partis chrétiens partageant la même idéologie et la possibilité de leur rapprochement à travers des concertations aussi bien formelles qu'informelles ;

Vu le consensus dégagé autour du concept « Ethique » entendu comme l'ensemble des valeurs morales et normes qui dictent les comportements des individus dans un groupe ou dans une société donnée

Considérant la manière de vivre les valeurs morales par rapport à Dieu vis-à-vis de soi-même et à l'égard des autres. Ce qui implique la crainte de Dieu et le respect de Sa loi ; l'intégrité, l'humilité, le courage, la maîtrise de soi, le sens de la démocratie, la patience, l'esprit rassembleur, la serviabilité, la tolérance, la courtoisie, l'hospitalité, la fidélité, l'esprit de compassion, d'écoute, l'amour des autres, le sens du pardon, l'esprit de promouvoir les femmes. Ce qui interdit le vol, la corruption, le mensonge, le détournement des deniers publics, l'oisiveté, la discrimination, l'injustice, la médisance, la partialité, le tribalisme, le népotisme et le clientélisme ;

Tenant compte du fait que les partis chrétiens doivent avoir comme idéologie les enseignements de Jésus-Christ et leur application dans la vie courante ;

Entendu qu'il sied de répondre aux attentes du peuple sur les plans politique (démocratie, Etat de droit, changement des mentalités, renouvellement de la classe politique, paix, justice), économique (bonne gouvernance, répartition équitable des richesses nationales, relance de la production, création des emplois, relance du système bancaire), social (amélioration du pouvoir d'achat, revalorisation de la politique salariale, politique appropriée de l'habitat, assainissement de l'environnement) et culturel (lutte contre les anti-valeurs) ;

Mû par la volonté de favoriser l'esprit chrétien au niveau individuel et au sein même des partis ;

Stigmatisant l'esprit de caste au sein des partis en y soutenant davantage l'institution de la démocratie ;

Considérant la création d'une plate-forme chrétienne et la nécessité de l'organisation des séminaires, rencontres périodiques... ;

Vu l'intérêt que les partis chrétiens congolais à s'ouvrir à d'autres partis étrangers,

Eu égard à tout ce qui précède, les partis politiques chrétiens réunis en séminaire ont proposé les recommandations suivantes :

## **1. CONCERNANT LES PARTIS POLITIQUES CHRETIENS ET LES ATTENTES DU PEUPLE**

- 1.1. la multiplication des rencontres entre les différents partis politiques chrétiens afin de permettre une meilleure compréhension entre les différents membres de ces partis ;
- 1.2. l'organisation des sessions de formation entre les partis politiques chrétiens respectifs pour une plus grande responsabilisation ;
- 1.3. l'impérieuse nécessité de voir les dirigeants et les membres des partis politiques chrétiens s'imprégner des valeurs chrétiennes puisées dans la bible pour être des véritables politiciens chrétiens ;
- 1.4. la mise sur pied d'un cadre de concertation et d'action politique dénommé « REGROUPEMENT DES PARTIS POLITIQUES CHRETIENS » pour la conquête du pouvoir. A ce sujet, l'IDLP est chargé d'accompagner ces partis politiques dans la réalisation de cet objectif.

## **2. CONCERNANT LES STRATEGIES ET LES MECANISMES DE COLLABORATION ET DE SOLIDARITE ENTRE LES PARTIS CHRETIENS**

- 2.1. l'existence d'une possibilité de rapprochement entre les partis politiques chrétiens ;
- 2.2. la saisie des opportunités pour une concertation entre les dirigeants des partis politiques chrétiens d'une manière informelle ;
- 2.3. la recommandation aux Présidents des partis politiques chrétiens d'initier des rencontres informelles afin d'apprécier la possibilité de créer un cadre de suivi.

## **3. CONCERNANT L'ETHIQUE DES ANIMATEURS DES PARTS POLITIQUES CHRETIENS**

- 3.1. l'approfondissement de la foi chrétienne par la formation doctrinale selon la confession religieuse de chacun ;
- 3.2. la mise en exergue à tout moment un comportement caractérisant les valeurs morale chrétiennes tant à l'intérieur de leurs formations politiques respectives qu'avec les autres partenaires ;
- 3.3. la création d'un mouvement Politique chrétien qui permet de faire asseoir le cadre de référence
- 3.4. l'utilisation judicieuse bon usage des ressources humaines et financières des partis politiques chrétiens.

## **4. CONCERNANT L'ORGANISATION ET LES PROJETS DE SOCIETE DES PARTIS CHRETIENS EN RDC**

- 4.1. l'instauration des organes délibérants ;
- 4.2. le maintien du caractère chrétien ;
- 4.3. la lutte contre les anti-valeurs.

Fait à Kinshasa, le 11 septembre 2003.

Le Rapporteur général,

**Prof. Noël OBOTELA Rashidi.**